

AVENANT 1 A LA CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIÈRE GIRONDE HAUT MÉGA

Désignation des parties :

Entre

La Communauté de communes MEDOC ATLANTIQUE, domiciliée, 9 rue du maréchal d'Ornano à Soulac sur Mer, représentée par **Monsieur Xavier PINTAT**, Président, dûment habilité aux présentes par délibération en date du 23 février 2023.
Ci-après dénommé « **Communauté de communes** ».

Et

Le Syndicat Mixte Gironde Numérique, domicilié, 8 rue Corps Franc Pommiès, Immeuble Gironde – Rez de dalle – 33000 Bordeaux, représenté par Monsieur Pierre DUCOUT, Président, dûment habilité aux présentes par délibérations n°181129 003 en date du 29 novembre 2018 n°210520 003 en date du 20 mai 2021.

Ci-après dénommé « Le Syndicat Mixte ».

Préambule :

Le Syndicat Mixte a été créé à l'initiative du Conseil départemental en 2007. Le Conseil départemental est adhérent du Syndicat Mixte de même que les établissements publics de coopération intercommunale du territoire Girondin. Chaque membre du Syndicat Mixte a délégué sa compétence relative à l'article L1425-1 du CGCT concernant l'aménagement numérique du territoire au Syndicat Mixte.

Conformément à ses statuts, le Syndicat Mixte a pour objet, en application des articles L.1425-1 et L1425-2 du CGCT, l'établissement et l'exploitation d'une infrastructure très haut débit ainsi que l'établissement du Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique (SDTAN).

Considérant le plan France Très Haut et la mise à jour du SDTAN girondin, le Syndicat Mixte a déterminé les conditions de lancement d'un nouveau projet « Gironde Haut Méga » afin de couvrir les territoires girondins en Très Haut Débit et a engagé une procédure de délégation de service public.

Par délibération du Comité Syndical du Syndicat Mixte en date du 25 janvier 2019, une délégation de service public de couverture en très haut débit du territoire girondin a été attribuée à Orange. Le Déléataire a pour missions le financement, la conception, la construction, l'exploitation, la maintenance et la commercialisation du réseau d'initiative publique girondin Très Haut Débit incluant aussi la reprise et l'évolution du réseau 1G actuel. Le Déléataire s'est engagé à réaliser la couverture intégrale de la Gironde en FttH.

Par délibération en date du 16 décembre 2020, le Comité Syndical de Gironde Numérique a autorisé la signature de l'avenant 4 à la Convention de Délégation de Service Public qui a notamment pour objet de créer une enveloppe de 13 millions d'euros au titre de travaux supplémentaires alternatifs. L'avenant 4 à la Convention de Délégation de Service public a été signé le 26 mars 2021, il institue une enveloppe pour les travaux alternatifs afin de prendre en considération certaines situations particulières liées au déploiement du réseau, notamment des considérations paysagères, d'enfouissement, de sécurité ou d'urbanisme.

Les travaux alternatifs demandés par Gironde Numérique dans le cadre de son pouvoir de contrôle et de direction seront réalisés par Gironde Très Haut Débit conformément au contrat de DSP, en tant que maître d'ouvrage délégué. Ces travaux font partie des investissements de premier établissement.

Ceci étant exposé, il est convenu entre les parties ce qui suit :

Article 1 Objet de la présente Convention

La présente convention a pour objet :

- D'une part d'organiser le mécanisme de la mise en œuvre de travaux alternatifs complémentaires sur le territoire de la Communauté de Communes
- D'autre part, arrêter les modalités de la participation financière de Gironde Numérique aux travaux, ainsi que celle de la Communauté de Communes

Article 2 Désignation des correspondant techniques

La Communauté de Communauté de Communes désigne Frédéric BOUDEAU comme coordinateur privilégié pour l'application de cette convention. Il sera l'interlocuteur technique de la Communauté de Communes.

Gironde Numérique désigne M. Arnaud GAGNERIE, responsable de plaque et ingénieur du Pôle infrastructures numériques du Syndicat Mixte comme correspondant technique pour les relations avec la Communauté de Communes.

Chacune des parties pourra demander l'organisation de réunions de concertation afin de faciliter l'application des dispositions de la présente Convention.

Article 3 Périmètre et modalités de réalisation des travaux

Sur la base du règlement d'intervention pour les travaux alternatifs complémentaires, des demandes de la Communauté de Communes MEDOC ATLANTIQUE de réaliser des travaux alternatifs « Enfouissement ou déplacement de poteaux » et de la décision favorable de Gironde Numérique, Gironde Très Haut Débit s'engage à réaliser dans le cadre de la Délégation de Service Public lesdits travaux alternatifs complémentaires.

3.1 Modalités de réalisation des travaux

Les travaux, objet de la présente convention seront réalisés par Gironde Très Haut Débit dans le cadre de la Délégation de Service Public.

Chaque demande formulée par la Communauté de Communes fera l'objet :

- de la réalisation d'une étude d'Avant Projet Sommaire (APS), réalisée et financée par Gironde Numérique, permettant d'avoir une première estimation du coût de l'opération. Sur la base du coût estimatif de l'APS, la Communauté de commune décidera d'inscrire ou non sa demande dans la présente convention.
- de la réalisation d'une étude d'Avant Projet Détaillé (APD) réalisée par le Délégué de Gironde Numérique et financée par la collectivité au-delà de l'enveloppe octroyée dans le cadre des travaux alternatifs complémentaires
- de la réalisation des travaux et de la remise d'un Dossier d'Ouvrage Exécuté (DOE) dont la réception est soumise à validation de Gironde Numérique.

3.2 Modalités d'exploitation des infrastructures financées

Les infrastructures réalisées seront exploitées par Gironde Très Haut Débit dans le cadre de la Délégation de Service Public.

Article 4 Engagements

4.1 Engagements financiers

L'enveloppe allouée à la Communauté de Commune du MEDOC ATLANTIQUE s'établit à 1 059 756 €. Cette enveloppe est dédiée au financement des travaux alternatifs (études et travaux) retenues par la Communauté de Communes et pourra être mobilisée jusqu'à épuisement pour financer les opérations. Une fois l'enveloppe entièrement consommée, d'autres opérations (études et/ou travaux) pourront être lancés à l'initiative de l'EPCI, qui en assurera le financement en quatre (4) versements annuels répartis sur une période entre 2023 et 2026.

4.2 Montant indicatif des opérations identifiées

Le montant des opérations identifiées sur le territoire de la Communauté de Communes s'élève à ce jour et à titre indicatif à 1 501 793 €.

		Montant des travaux
Jau Dignac et Loirac	Passe de Dignac (vers l'Estuaire) - 2 000 ml	170 053,00 €
Naujac sur Mer	Route entre le carrefour et plage du Pin Sec - 1 600 ml	113 053,00 €
Queyrac	Pas de doublement de poteaux sur 10 poteaux Enedis KO - 600 ml	76 995,00 €
Talais	Route de Chezini et Fin de la route du Port - 1500 ml	107 951,00 €
Valeyrac	Route de Troussas et route du Mourey - 2 250 ml	163 426,00 €
SOUS-TOTAL		631 478,00 €
		Montant des travaux
Carcans	Route de Saint Hélène de l'étang - 1 400 ml	94 201,00 €
Lacanau	Chemin de Méogaz Partie Sud et Entrée de Lacanau rond point sur la D6 - 1 100 ml	75 451,00 €
Grayan-et l'Hôpital	Route de l'Océan - 3 400 ml	223 081,00 €
Hourtin	Route de Louley et route de Piqueyrot - 3 400 ml	226 669,00 €
Saint-Vivien de Médoc	Route de la plage et Raccorder le Château la Grand Canau via Jau Dignac - 1800 ml	88 913,00 €
Soulac sur Mer	Remplacement de 27 poteaux Enedis KO en centre urbain	162 000,00 €
SOUS-TOTAL		870 315,00 €
TOTAL		1 501 793,00 €

	Reste à charge	Part CCMA (80%)	Part communale (10 %)
Jau Dignac et Loirac	50 053,31 €	40 042,65 €	
Naujac sur Mer	33 275,96 €	26 620,77 €	3 327,60 €
Queyrac	22 662,67 €	18 130,14 €	2 266,27 €
Talais	31 774,24 €	25 419,39 €	3 177,42 €
Valeyrac	48 102,73 €	38 482,18 €	4 810,27 €
SOUS-TOTAL	185 868,92 €	148 695,13 €	18 586,89 €
	Reste à charge	Part CCMA (80%)	Part communale
Carcans	27 727,08 €	22 181,66 €	8 643,23 €
Lacanau	22 208,21 €	17 766,57 €	7 539,46 €
Grayan-et l'Hôpital	65 661,55 €	52 529,24 €	16 230,13 €
Hourtin	66 717,64 €	53 374,11 €	16 441,34 €
Saint-Vivien de Médoc	26 170,61 €	20 936,49 €	8 331,94 €
Soulac sur Mer	47 683,00 €	38 146,40 €	12 634,42 €
SOUS-TOTAL	256 168,08 €	204 934,47 €	69 820,51 €
TOTAL	442 037,00 €	353 629,60 €	88 407,40 €

Le coût indicatif présenté est tiré de l'Avant-Projet Sommaire (APS) réalisée par Gironde Numérique. Il comprend la réalisation des études avant Projets Détaillés (APD), la production des DOE et la réalisation des travaux.

Le montant de chacune des opérations listées sera affiné à l'issue de l'étude APD, réalisée par Gironde Très Haut débit et dont le coût de réalisation sera imputé sur l'enveloppe des travaux alternatifs.

Dans le cas où l'APD conduirait à une nouvelle estimation supérieure au montant indicatif, le correspondant technique Gironde Numérique se rapprochera de la Communauté de Communes pour obtenir confirmation du lancement des travaux.

Cette liste est non exhaustive. Elle pourra évoluer en fonction des besoins identifiés sur le territoire de la Communauté de Communes, dans les conditions définies à l'article 4.1 de la présente.

Ces nouveaux besoins devront être adressés par écrit au correspondant technique de Gironde Numérique identifié à l'Article 2 de la présente.

4.3 Engagements juridiques de la Communauté de Communes

La Communauté de Communes, par la délibération n°XXX du 23 février 2023, a approuvé les travaux alternatifs sur les territoires des communes précitées.

Article 5 Responsabilité

La responsabilité de la construction, du financement, de la conception, de l'exploitation, de la maintenance et de la commercialisation du réseau d'initiative publique girondin incombe à Gironde Numérique par l'intermédiaire de son délégataire dans le cadre du contrat de Délégation de Service Public.

Fait à Bordeaux, en deux exemplaires

Le .../.../...

Pour la Communauté de communes
Le Président,

Pour le Syndicat Mixte de Gironde Numérique
Le Président,

Xavier PINTAT

Pierre DUCOUT